

Le notariat en Moselle de 1870 à 1925 : quel choix, pour quel avenir ?

Catherine BONICHOT

La plupart des gens, y compris certains notaires de la France de l'intérieur, ne savent pas que le notariat d'Alsace Moselle a un statut particulier et que la vénalité des charges n'existe pas, c'est-à-dire qu'on n'achète et qu'on ne vend pas nos études. C'est évidemment la différence principale mais ce n'est pas la seule.

Par ailleurs, dans l'enseignement du droit local, on commence avec la loi du 1^{er} juin 1924. Avant cette date on se contente bien souvent de dire, d'une façon à la fois réductrice et inexacte, que c'est la législation allemande qui s'applique.

Pour cette raison il m'a paru intéressant d'examiner les conséquences de l'Annexion sur le notariat alsacien-mosellan et son fonctionnement entre 1870 et le 1^{er} janvier 1925, date de l'entrée en vigueur des deux lois du 1^{er} juin 1924 portant introduction du droit civil et du droit commercial français.

Je voudrais à cette occasion rendre hommage à Maître François Lotz, notaire à Pfaffenhoffen dans le Bas-Rhin, qui est le véritable historien du notariat alsacien-mosellan et dont les travaux m'ont beaucoup aidée pour la rédaction de cet exposé.

Je vous propose d'examiner successivement, le notariat alsacien-mosellan après l'Annexion, puis le retour de l'Alsace-Moselle à la France. Je conclurai par l'avenir du droit local, tant il est vrai que le droit local et le statut du notariat alsacien-mosellan sont étroitement liés.

Le notariat alsacien-mosellan après l'annexion

Jusqu'en 1870, le statut du notariat alsacien-mosellan est le même que celui du reste de la France.

La loi du 6 octobre 1791 supprime la vénalité et l'hérédité des charges ainsi que la distinction entre notaires royaux, apostoliques et seigneuriaux. Les notaires sont unifiés en une seule et même fonction, celle de « notaires publics ».

Bonaparte va donner au notariat en 1803 l'organisation et le statut qui restent encore applicables aujourd'hui. C'est la loi du 25 Ventôse an XI – 16 mars 1803 – qui avec le Code civil lui-même constitue la charte du notariat français : « C'est un carcan, mais c'est notre force », me disait toujours l'un de mes patrons quand j'étais jeune stagiaire.

La loi du 25 Ventôse an XI, que nous appelons plus facilement la loi de Ventôse, s'applique sur tout le territoire français y compris l'Alsace-Moselle.

L'exposé des motifs de la loi de Ventôse par le conseiller Real explique parfaitement ce qu'est le notariat et mérite d'être cité :

« À côté des fonctionnaires qui concilient et qui jugent les différends, la tranquillité publique appellent d'autres fonctionnaires qui, conseils désintéressés des parties aussi bien que rédacteurs impartiaux de leurs volontés, leur fassent connaître toute l'étendue des obligations qu'elles contractent, rédigeant ces engagements avec clarté, leur donnant le caractère d'un acte authentique et la force d'un jugement en dernier ressort, perpétuant leur souvenir et conservant leur dépôt avec fidélité, empêchent les différends de naître entre les hommes de bonne foi, et enlèvent aux hommes cupides, avec l'espoir du succès, l'envie d'élever une injuste contestation. Ces conseils désintéressés, ces rédacteurs impartiaux, cette espèce de juges volontaires qui obligent irrévocablement les parties contractantes sont les notaires : cette institution est le notariat. »

Cette loi maintient un certain nombre de points de la loi de 1791, notamment le monopole de l'acte authentique au profit des notaires, la séparation avec la juridiction contentieuse des tribunaux, la force exécutoire de l'acte, la non vénalité et la non transmission héréditaire des charges.

En fait la vénalité existait déjà, car sous le premier empire aucun notaire n'obtenait sa nomination sans justifier d'un accord avec l'ancien titulaire ou ses ayants cause. Dès le 28 avril 1816, une disposition législative confirme la pratique antérieure selon laquelle aucun notaire ne peut être nommé sans avoir passé un traité avec son prédécesseur, c'est ce qu'on appelle encore aujourd'hui « le traité de cession ». Elle rétablit la vénalité et l'hérédité des charges pour les notaires, mais aussi les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, avoués, greffiers, agents de change, commissaires priseurs.

Le titulaire d'un office avait le droit de présenter son successeur à l'agrément de sa Majesté, aujourd'hui du garde des Sceaux, et c'est pour ce droit de présentation qu'il peut se faire indemniser.

Telle était donc la situation du notariat français en 1870, lorsque la Moselle et les deux départements alsaciens ont été rattachés à l'empire allemand à la suite du traité de Francfort pour constituer le *Reichsland Elsass-Lothringen*.

En ce qui concerne la Moselle, un certain nombre de localités (Château-Salins, Vic-sur-Seille, Delme, par exemple) ont été prises au département de la Meurthe et certaines localités ont été détachées de la Moselle et restèrent françaises, telles Briey, Jœuf, Chambley, Onville. Ceci en fonction de leur

richesse notamment de la richesse de leur sous-sol. Cette configuration ne changea pas après 1918 lorsque la Moselle revint à la France.

Quelles sont donc les conséquences de l'annexion pour le notariat alsacien-mosellan ?

Cela concerne trois points principaux :

La suppression de la vénalité des charges :

C'est la loi du 10 juin 1872 qui décide la suppression de la vénalité des charges. Elle concerne tant les notaires que d'autres professions judiciaires. Les titulaires des offices touchèrent une indemnité calculée sur la base de la moyenne du revenu net des cinq dernières années ayant précédé le 1^{er} juillet 1870 et fixée par une commission par décision motivée.

La même commission statuait sur le recours éventuel et contre sa décision. L'indemnité était versée aux héritiers des titulaires décédés et aux notaires démissionnaires. Mais ces derniers ne touchaient qu'une indemnité des deux tiers s'ils n'invoquaient pas une invalidité prouvée ou ne quittaient pas la région pour la France.

Cela forçait donc les notaires, soit à rester en fonction, soit à quitter leur région natale pour toucher l'indemnité maximum, soit à perdre une partie du prix de l'office s'ils restaient en Alsace-Moselle.

L'indemnité était payée en obligations nominatives négociables portant intérêt au taux de 4 % l'an. Le remboursement des titres s'effectuant sur la base de 1 % par an, et par tirage au sort. C'est la Caisse Alsace-Lorraine et non l'Empire allemand qui en effectuait le paiement.

L'indemnité était payée :

- au titulaire de l'office,
- aux héritiers des titulaires décédés,
- aux notaires démissionnant pour cause d'invalidité prouvée,
- aux titulaires qui, conformément au traité de Francfort, transféraient leur domicile en France avant le 1^{er} octobre 1872 et, s'ils étaient nés dans les trois départements, optaient pour la nationalité française,
- aux titulaires des études supprimées sur la base de la réorganisation judiciaire,
- aux titulaires auxquels la charge était enlevée sur décision du chancelier de l'Empire.

Dans le cas de démission le paiement de l'indemnité pouvait être subordonné à la présentation par le titulaire d'un successeur maîtrisant la langue allemande.

Parmi les notaires qui ont démissionné, citons l'un des plus connus, Maître Jean Daum, notaire à Bitche du 21 mai 1851 au 12 septembre 1872. Il a été remplacé par Maître Léonard Sibil qui a exercé jusqu'au 4 mars 1873.

L'étude a été supprimée à ce moment-là et les minutes confiées à l'autre étude de Bitche qui existe toujours à ce jour.

Jean Daum, notaire à Bitche, adjoint au maire avant et pendant le siège, fait conformément au traité de Francfort sa déclaration d'option à Sarreguemines le 20 septembre 1872 et quitte la Moselle pour s'installer à Dombasle en Meurthe-et-Moselle.

Le très intéressant livre de Patrick Charles Renaud (*Daum – Du verre et des hommes – 1875-1986*) paru en 2009 nous apprend qu'il a cédé son étude pour le prix de 500 000 francs. Il s'associe à Messieurs Avril et Bertrand qui exploitent une verrerie et leur prête l'argent nécessaire pour acheter à la société Solvay la soude nécessaire à la composition du verre.

Bien qu'ancien notaire, Jean Daum ne prend pas toutes les garanties nécessaires et Avril et Bertrand sont incapables de lui rembourser les sommes prêtées. Jean Daum devient alors propriétaire de la verrerie aux termes d'une adjudication. La verrerie fait d'abord des verres de montre, puis des verres pour les limonadiers et des services classiques.

Mais du métier de notaire à celui de verrier il y a un gouffre. L'exploitation de la verrerie est difficile. Ainsi que le raconte Patrick Charles Renaud « Jean Daum s'use dans une verrerie qui a englouti presque toute sa fortune. Déraciné par la guerre de son pays de Bitche, rongé par la maladie et les soucis, il s'éteint le 10 février 1885 à l'âge de 62 ans ».

Et ce sont ses fils, Auguste puis Antonin qui vont faire de la verrerie Daum la verrerie d'art que l'on connaît.

Démission et départ massif des notaires qui entraîne la réduction du nombre des études

La loi du 26 décembre 1873 sur le notariat précisait que le nombre des notaires ainsi que leur résidence étaient déterminées par le chancelier de l'Empire. Les autorités allemandes usèrent largement de cette faculté.

En Moselle, il existait 108 études en 1814, 97 en 1870 ; il n'en existait plus que 51 en 1900.

En Alsace, 187 études en 1844, 188 en 1870 ; il n'en restait plus que 114 en 1900.

Aujourd'hui, la Moselle compte 60 études dont 10 à Metz et 5 à Thionville, 91 notaires dont 85 notaires titulaires et 6 notaires salariés, 22 sociétés civiles professionnelles. La compagnie des notaires de la Moselle compte 40 femmes et 51 hommes, rappelons que les femmes peuvent devenir notaires seulement depuis 1947.

Pour mettre ces chiffres en perspective, il faut préciser qu'au 30 novembre 2013, sur la totalité du territoire français, il y a 9 528 notaires répartis sur 4 562 offices et 2 955 sociétés. Par rapport à l'Alsace-Moselle, la densité d'études est plus forte sur le reste du territoire.

Le notariat en Moselle de 1870 à 1925 : quel choix, pour quel avenir ?

Le processus a été évidemment accéléré par la démission d'un nombre considérable de notaires après 1870, lorsque le principe d'indemnisation fut acquis. Il en résulte une véritable purge des études notariales dans les trois départements, purge qui reste encore sensible aujourd'hui.

Malgré des dispositions d'indemnisation confiscatoires, il y eut un véritable raz de marée de démissions : sur les 97 notaires que comptait le département en 1870, 43 ont quitté leurs fonctions. À Metz deux notaires restèrent en fonction sur les onze que comptait la ville ; à Thionville, quatre des cinq notaires donnèrent leur démission.

Il faut imaginer la détresse de tous ces notaires et de leur famille qui n'ont eu comme choix que « se soumettre ou se démettre » et qui étaient quasiment obligés de quitter leur région s'ils voulaient obtenir l'indemnité maximum. En préparant cette communication, j'ai ainsi appris que mon prédécesseur de l'époque, Maître François Hubert Espagne avait acheté son office en 1864 135 000 francs et avait démissionné le 11 septembre 1872. Maître Espagne a été remplacé par Maître Henri Martzolff. Cela amena un grand nombre de vacances d'études et donc de suppressions. Cela amena également, dans les trois départements, un grand nombre de notaires d'origine allemande.

Les conséquences de l'Annexion sur la rédaction des actes

Bien entendu l'Annexion et l'application de la législation allemande ont eu des conséquences sur la rédaction des actes notariés. L'une des plus importantes est celle contenue dans le code de procédure civile allemand du 30 janvier 1877 et non abrogé par le nouveau code de procédure civile français, selon laquelle l'acte notarié ne devient exécutoire que sous la condition expresse de la soumission à l'exécution forcée.

Des procédures spécifiques ont été confiées aux notaires comme celles du partage judiciaire et de l'exécution forcée, qui n'est autre que la procédure de saisie confiée aux avocats en vieille France.

Pour ce qui concerne la langue, dans un premier temps la loi du 14 juillet 1871 prévoit que tous les actes doivent être rédigés en allemand après expiration d'un délai de trois ans après l'entrée en vigueur de la loi. Des dispositions particulières concernaient le cas où le notaire ne parlait pas l'allemand ou encore certaines régions de langue française de l'Alsace ou de la Moselle. Dans ces régions, l'acte notarié pouvait être rédigé en français sous la condition que les intéressés ne connaissent pas l'allemand.

Dans le cas où le notaire, contrairement aux parties, ne connaissait pas l'allemand, l'acte était alors rédigé en français et en allemand.

Finalement, la loi du 17 mai 1898 ainsi que l'article 2244 du code civil allemand entré en vigueur le 1^{er} janvier 1900 a imposé la langue allemande

pour tous les actes avec le concours d'un interprète si l'une des parties ne savait pas cette langue.

Il faut enfin signaler l'introduction du livre foncier dans toutes les communes des trois départements. Le livre foncier impose une authentification obligatoire de tous les actes destinés à la publicité foncière, ce qui ne sera le cas en France de l'intérieur qu'avec le décret du 4 janvier 1955 sur la publicité foncière. Le livre foncier a considérablement consolidé et développé le rayonnement du notariat local.

Le retour de l'Alsace-Moselle à la France : ses conséquences pour le notariat des trois départements

Le droit allemand continua à s'appliquer dans les trois départements d'Alsace-Moselle jusqu'au 1^{er} janvier 1925, date de l'entrée en vigueur des deux lois du 1^{er} juin 1924 portant introduction du droit civil et du droit commercial français.

On assiste alors au mouvement inverse. Dès 1918 et parfois même avant le 11 novembre 1918, on vit le départ de nombreux notaires allemands qui ne voulaient pas rester dans la province redevenue française ou qui ne pouvaient pas devenir français par réclamation. De nouveau de nombreuses études étaient vacantes.

Dès le 2 février 1919, un arrêté du président du Conseil relatif à la langue judiciaire imposa aux notaires l'établissement des actes notariés en français. Cependant si toutes les parties déclaraient ignorer le français, l'acte pouvait être établi en allemand.

La vénalité des charges

La loi du 17 juillet 1925 confirme la non-introduction de la vénalité des charges, et régit à nouveau les conditions d'accès et de nomination des notaires. Elle introduit les règles du droit français général sur la discipline, celles des chambres des notaires et celles relatives à la comptabilité des notaires. Elle contient enfin des dispositions concernant la compétence territoriale des notaires.

Le gouvernement a finalement conclu à la non-introduction de la vénalité des charges pour des raisons qu'explique l'exposé des motifs :

« Ce principe est contesté en France. Il est rejeté par la plupart des législations étrangères modernes. Si défendable qu'il puisse être, il ne semble pas qu'il y ait lieu de le remettre en vigueur là où il a disparu. La transition serait d'ailleurs difficile à établir. Comment obliger les notaires à payer une étude qui leur a été gratuitement concédée et comment les autoriser à la vendre si elle ne leur a rien coûté [...] ».

Et le rapport de Monsieur Robert Schumann du 7 juin 1924 d'ajouter :

« La création des charges vénales se heurterait à de graves difficultés de transition. Dans quelles conditions accorderait-on aux titulaires actuels qui ont obtenu leurs études gratuitement le droit de les vendre. Il faudrait tenir compte d'une part des résultats dûs principalement à la valeur personnelle du titulaire. Dans les départements en question, il n'existe d'ailleurs pas d'office vénal d'aucune espèce et les lois que nous avons votées, notamment ce qui concerne la législation civile et commerciale ainsi que l'organisation judiciaire du territoire, excluent expressément la cessibilité des offices ministériels. Toutes les chambres des notaires intéressées se sont en outre prononcées contre l'institution de charges vénales. Les notaires alsaciens-lorrains sont nommés comme par le passé, c'est-à-dire par arrêté du ministre de la Justice ».

Le droit allemand continue donc de s'appliquer jusqu'au 1^{er} janvier 1925. Cependant un certain nombre de dispositions antérieures avaient déjà abrogé une partie de la législation allemande et introduit les dispositions correspondantes du droit français.

La nomination des notaires

En ce qui concerne la nomination des notaires, un arrêté du commissaire général Millerand du 10 mai 1919 régleme les conditions d'accès aux fonctions de notaire dans les trois départements.

Il est fait une distinction entre les candidats alsaciens-lorrains et ceux qui se présentent au titre français, étant précisé que les Alsaciens-Lorrains peuvent se présenter à l'un ou l'autre titre.

Les candidats alsaciens-lorrains devaient avoir 25 ans, connaître la langue française, être titulaire du diplôme de référendaire (équivalent à la licence en droit), avoir fait un stage de deux ans dans une étude de notaire, d'avocat ou dans les services judiciaires.

Pour les candidats français, ils devaient en outre subir un examen d'allemand et un examen de droit local. Il semble que peu de candidats soient devenus notaires par ce canal.

C'est le commissaire général qui nommait les notaires sur proposition du procureur général de la Cour d'appel.

La loi du 17 juillet 1925 supprime la dualité de régime pour l'accession aux fonctions de notaire. Le candidat doit avoir rempli toutes les conditions prévues par le droit français général, notamment avoir fait un stage de quatre ans dans une étude et avoir réussi l'examen professionnel à l'expiration du stage. Il fallait en outre que le candidat soit licencié ou docteur en droit. Cette dernière condition constitue un durcissement par rapport au droit français général qui ne connaît pas cette exigence de diplôme. Cela s'explique par le maintien de la non-vénalité des charges qui aurait amené, sans durcissement supplémentaire, une augmentation du nombre des candidats, et par

l'élargissement de la compétence et de la mission des notaires, notamment comme délégués de justice dans certaines procédures, telles les partages judiciaires.

C'est un règlement d'administration publique du 8 août 1955 qui fixa ensuite les modalités du concours d'accès aux fonctions de notaire tel qu'il existe pratiquement aujourd'hui. Pour devenir notaire dans les trois départements d'Alsace-Moselle, il faut d'abord remplir les conditions d'accès du droit français général, avoir rempli quatre années de stage dont deux au moins dans un office du ressort des Cours d'appel de Colmar et de Metz, et avoir été reçu au concours professionnel organisé chaque année.

Le candidat ayant réussi ce concours peut ensuite postuler sur les études devenues vacantes. Les intéressés présentent leur candidature au parquet du TGI du lieu de la vacance, qui les transmet ensuite au parquet général. Celui-ci provoque la réunion d'une commission de présentation qui existe depuis 1925. Cette commission qui se compose de trois notaires et trois magistrats, dont le 1^{er} président de la Cour d'appel où se trouve l'office vacant, va proposer à l'agrément du garde des Sceaux, pour chaque office vacant, les candidats par ordre de préférence. Trois candidats doivent en principe être proposés.

Le garde des Sceaux désigne alors un candidat sur les trois personnes présentées. En général, c'est le premier en tête sur la liste, mais ce n'est pas une obligation.

La rédaction des actes

La période de l'Annexion et l'introduction du droit allemand ont profondément modifié le paysage juridique de nos trois départements. Cela a eu des conséquences sur la rédaction des actes notariés, ainsi que nous l'avons vu. Ces spécificités ont été maintenues pour l'essentiel après 1924, tant en ce qui concerne la rédaction des actes, notamment avec la soumission à l'exécution forcée obligatoire, que sur les missions confiées au notaire. Dans les procédures de partage judiciaire, d'exécution forcée immobilière (l'équivalent de la saisie immobilière) et de distribution, le notaire est le délégué du Tribunal et il dirige la procédure.

Conclusion

L'avenir du droit local

Quel est l'avenir du droit local ?

Nous sommes à la veille de son centenaire. Ce fut d'ailleurs le sujet du dernier congrès du conseil interrégional des notaires qui s'est tenu en 2012 à Mulhouse : « Le droit local, un droit vivant à l'aube de son centenaire ».

Le droit local imprègne notre vie quotidienne : indépendamment de l'emblématique fermeture des magasins le dimanche ainsi que des vendredi saint et 26 décembre férié, il est partout : les associations, le régime de la chasse, le droit des cultes, certaines dispositions relatives aux collectivités locales, l'assurance maladie, le régime des professions réglementées, etc.

Dans le rapport du congrès interrégional des notaires de 2012, Maître Marc Schmitt, rapporteur général du congrès, s'interroge sur cette pérennité du droit local. Il l'explique par deux raisons :

La première, c'est l'attachement des populations des trois départements à ce droit local qui constitue à leurs yeux « un élément structurant d'un particularisme forgé dans les vicissitudes d'une histoire tourmentée ».

De plus, le droit local n'est pas un droit de transition ; il comporte des dispositions substantielles qui favorisent les solutions d'apaisement et la sécurité juridique.

La seconde raison, c'est la constante capacité d'adaptation du droit local : l'un des exemples est certainement celui du livre foncier qui en un temps très court et grâce à l'informatisation est passé du ^{xix}^e au ^{xxi}^e siècle.

Le droit local existe toujours. Un toilettage du droit local est fait au fur et à mesure, soit que certaines dispositions soient étendues au territoire national comme la faillite civile, soit que certaines dispositions devenues obsolètes et inutiles soient supprimées.

Et le notariat dans tout ça ?

L'Annexion et la période allemande ont durablement modifié l'organisation du notariat des trois départements ainsi que le nombre et l'implantation des offices. Cela se ressent encore aujourd'hui et s'il y a moins d'études de notaires en Alsace-Moselle que dans les départements de l'intérieur, c'est essentiellement lié à l'histoire de notre région.

Les notaires des trois départements sont majoritairement attachés à leur statut particulier. Rappelons que la non-patrimonialité est la règle dans la plupart des pays de l'Union Européenne. Les notaires sont en outre très attachés au droit local. Ils le pratiquent au quotidien et sont convaincus que, dans bien des domaines, il est supérieur au droit français général. ■

